

# JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

## ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

## ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne .....	2 fr.
Minimum .....	10 fr.
La page .....	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## MESSAGE

ADRESSÉ AUX FRANÇAIS  
par le Maréchal PÉTAÎN,

Chef de l'Etat français,  
le 1<sup>er</sup> janvier 1941

« Mes amis, cette année doit être celle du relèvement de la France. Elle le sera si vous vous serrez tous autour de moi, ayant la même foi dans la Patrie, la même volonté de « servir ». Je me suis donné à la France, c'est-à-dire à vous tous. Nous aurons faim. La guerre nous enlève une part importante de nos récoltes. Le blocus nous prive du ravitaillement qui, dans les années qui précédaient la guerre, se chiffrait chaque année à plus de six millions de tonnes de denrées de toutes espèces et de toute provenance. La guerre continue ainsi que le blocus : il ne dépend pas de nous de les faire cesser.

N'écoutez pas ceux qui chercheraient à exploiter vos misères pour désunir la Nation. Les mêmes procédés vous conduisirent hier à la guerre et à la défaite. Demain nous remporterons une première victoire : nous remplacerons la critique par l'effort.

L'année 1941 doit être une année de travail acharné. Je m'adresse d'abord aux paysans français : il faut qu'ils tirent de la terre tout ce qu'elle peut donner. Toutes les friches doivent être remises en culture, même si le sol est ingrat. Le rendement doit être augmenté en dépit de toutes les difficultés. Nous vous y aiderons du mieux que nous pourrons. Mais que chacun compte d'abord sur soi-même. Qu'il comprenne la détresse profonde du pays dépouillé de tant de moyens que la guerre et le blocus détruisirent ou paralysèrent.

Je fais appel à l'ingéniosité des Français pour qu'ils improvisent eux-mêmes les moyens de compléter leur alimentation.

Je m'adresse maintenant aux ouvriers : qu'ils ne se découragent pas. Leur sort sera dur. Nos stocks en matières premières s'épuisent. Je ne puis pas savoir quelles quantités nous pourrions importer en 1941. Certaines industries risquent d'être totalement arrêtées. Nous finies de notre mieux et continuerons pour parer à cette situation. Nous devons exploiter au maximum nos ressources que nous pouvons tirer de nous-mêmes. Que nos mineurs, nos bûcherons, nos carriers redoublent d'efforts. Et que tous les ouvriers chômeurs ou non sachent que le Gouvernement de la Révolution Nationale travaille à affranchir leur avenir de l'intervention du capital étranger.

La France doit produire et transformer tout ce dont elle a besoin pour vivre et prospérer. Ce qui fut fait ailleurs en ce sens peut et doit être fait chez nous. C'est une œuvre de longue haleine ; elle est déjà commencée. Au pays tout entier je demande qu'il se pénètre de l'esprit nouveau qui doit refaire la grandeur de la Patrie. Il ne s'agit plus de reprendre un à un quotidiennement l'inventaire de nos sujets de mécontentement, de tout ramener à soi-même, d'attendre de l'Etat qu'il nous délivre de nos maux et qu'il nous dispense ses bienfaits. Il faut penser aux malheurs de la Patrie et à l'infortune de tous ceux qui souffrent plus que nous. Il faut aider la Patrie à secourir nos compatriotes. Aider la Patrie, c'est avoir confiance en elle, c'est l'avoir présente constamment dans nos pensées, dans nos paroles et dans nos actes, ne rien accepter, ne rien dire, ne rien faire qui puisse lui nuire. Secourir nos compatriotes, c'est nous donner sans arrière-pensée, sans réticence personnelles à cette solidarité matérielle et morale qui

doit réunir tous les Français. C'est relever celui qui tombe, c'est ramener celui qui s'égare.

Je me suis promis à moi-même de ne connaître en France ni partis ni classes. Je vous appelle tous à sortir de vos cadres, de vos routines et de vos préjugés, de vos égoïsmes, de vos rancœurs et de vos défiances, et vous exhorte à vous grouper en Français solides qui veulent défendre leur terre et leur race.

J'adresse mes vœux fervents par delà les mers aux populations de l'Empire et par delà les frontières à nos chers prisonniers. La France continue.

Bonne année, mes chers amis.

### TÉLÉGRAMME OFFICIEL

Lomé, le 1<sup>er</sup> Janvier 1941

#### COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE

A TOUS CHEFS DE SERVICE ET DE BUREAU  
COMMANDANTS DE CERCLE ET DE SUBDIVISION

N° 1. — Vous prie transmettre mes vifs remerciements aux signataires des mille messages qui me sont parvenus de tous les coins du Territoire à l'occasion de la nouvelle année, en leur disant combien j'ai été sensible aux vœux et aux sentiments, qu'ils exprimaient, de loyalisme et de confiance en la personne de l'Amiral PLATON, Secrétaire d'État aux Colonies, en la France et en notre grand Chef, le Maréchal PETAIN — Mes vœux vont à eux et à tous les leurs.

Dans son allocution du 1<sup>er</sup> janvier 1941 le Chef de l'État nous a tracé la voie de labeur, d'abnégation et de dévouement dans laquelle la France et son Empire devaient s'engager au seuil de l'année nouvelle.

Je suis persuadé que c'est dans un esprit de fervente admiration pour le sauveur de la Patrie et avec une foi inébranlable dans les destinées de la France que tous les Togolais répondront à l'appel du Maréchal.

L. MONTAGNÉ

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

1<sup>er</sup> novembre — Loi qui modifie et complète la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture d'un compte d'avances pour la couverture d'achats de produits coloniaux intéressant l'approvisionnement de la métropole. (*Arrêté de promulgation n° 527 du 23 décembre 1940*) . . . . . 3

20 novembre — Loi qui complète l'article 2 de la loi du 10 septembre 1940, relative à la déchéance de la nationalité française à l'égard des Français qui, à partir du 10 mai 1940, auront quitté, sans ordre de mission régulier ou sans motif légitime, un territoire d'outre-mer relevant des départements de l'intérieur, des affaires étrangères ou des colonies, pour se rendre à l'étranger. (*Arrêté de promulgation n° 528 du 23 décembre 1940*). . . . . 4

20 novembre — Lois :

- 1<sup>o</sup> — qui modifie l'article 3 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes;
- 2<sup>o</sup> — qui étend aux territoires d'outre-mer relevant des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères ou du secrétariat d'État aux colonies les dispositions de la loi du 28 octobre 1940, interdisant la réception de certaines émissions radio-phoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public;
- 3<sup>o</sup> — qui étend aux territoires relevant du secrétariat d'État aux colonies les dispositions de la loi du 4 novembre 1940, relative à la nouvelle réglementation des débits de boissons. (*Arrêté de promulgation n° 544 du 27 décembre 1940*) . . . . . 5

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1940

- |             |   |   |    |
|-------------|---|---|----|
| 16 décembre | — | N° 521 — Arrêté modifiant l'article 41 de l'arrêté du 1 <sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce . . . . .  | 7  |
| 16 décembre | — | N° 522 bis — Arrêté réglementant la vente de la farine . . . . .  | 7  |
| 17 décembre | — | N° 523 — Arrêté approuvant une modification aux statuts de la S. I. P. de Lomé-Kara . . . . .   | 7  |
| 17 décembre | — | N° 772 bis — Décision modifiant le stock de sécurité du mazout et autorisant en décembre 1940 la vente, à titre exceptionnel, d'une quantité supplémentaire de 9 tonnes . . . . .   | 8  |
| 18 décembre | — | N° 525 — Arrêté réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé . . . . .  | 8  |
| 19 décembre | — | N° 526 — Arrêté portant prorogation de crédits de l'exercice 1940 . . . . .   | 9  |
| 19 décembre | — | N° 776 — Décision portant libération de certains stocks de produits de première nécessité . . . . .   | 9  |
| 24 décembre | — | N° 529 — Arrêté abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 377 du 20 août 1940 modifiant temporairement l'article 2 de l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité . . . . . | 9  |
| 24 décembre | — | N° 787 — Décision modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité . . . . .  | 9  |
| 26 décembre | — | N° 530 — Arrêté fixant les mercuriales officielles pour le 1 <sup>er</sup> semestre 1941 . . . . .  | 10 |

26 décembre	—	N° 541 — Arrêté fixant les prix minima d'achat du café dans le cercle du centre.	13
26 décembre	—	N° 542 — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget local du Togo pour l'exercice 1941.	13
26 décembre	—	N° 543 — Arrêté fixant les prix minima d'achat du cacao dans le cercle du centre.	13
27 décembre	—	N° 547 — Arrêté portant prorogation des crédits.	13
28 décembre	—	N° 548 bis — Arrêté portant fixation et arrêtant le projet de budget annexe de l'exploitation du réseau du chemin de fer de l'exercice 1941.	14
28 décembre	—	N° 548 ter — Arrêté rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf pour l'exercice 1941.	15
31 décembre	—	N° 551 — Arrêté portant prélèvement exceptionnel sur les fonds de réserve de la chambre de commerce.	15
31 décembre	—	N° 552 — Arrêté fixant pour 1941 les taux des indemnités à allouer aux secrétaires-trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance et aux secrétaires des sections de ces sociétés.	15
<b>1941</b>			
1er janvier	—	N° 1 — Décision fixant pour l'année 1941 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation.	15
1er janvier	—	N° 1 — Ordre de service relatif au fonctionnement du service de la trypanosomiase.	16
Nominations, mutations, etc... concernant le personnel.			17

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis	20
------	----

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Approvisionnement de la Métropole

**ARRETE** N° 527 promulguant au Togo la loi du 1er novembre 1940 qui modifie et complète la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture d'un compte d'avances pour la couverture d'achats de produits coloniaux intéressant l'approvisionnement de la Métropole.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;  
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture dans les écritures du trésor d'un compte spécial intitulé « avances en couverture des achats intéressant le ravitaillement général »;

Vu la loi du 1er novembre 1940;

Vu les instructions en date du 14 décembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française.

## ARRETE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 1er novembre 1940 qui modifie et complète la loi du 13 août 1940 relative à l'ouverture d'un compte d'avances pour la couverture d'achats de produits coloniaux intéressant l'approvisionnement de la Métropole.

**ART. 2.** — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,  
Le conseil des ministres entendu;

## DECRETONS :

**ARTICLE PREMIER.** — La date limite du 1er juillet 1940, fixée par l'article 2 de la loi du 13 août 1940, est reportée jusqu'à une date qui sera déterminée par arrêté du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et des secrétaires d'Etat aux colonies et au ravitaillement.

Le délai fixé par l'article 6 de la loi du 13 août 1940 est prorogé. Le terme de cette prorogation sera fixé par arrêté pris dans les mêmes conditions.

**ART. 2.** — L'intitulé du compte prévu par l'article 1er de la loi du 13 août 1940 est ainsi modifié : « Avances en couverture d'achats intéressant l'approvisionnement de la métropole ».

Ce compte est divisé en trois sections :

a) Produits relevant de la compétence du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture;

b) Produits relevant de la compétence du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail;

c) Produits relevant de la compétence du secrétaire d'Etat au ravitaillement.

Les demandes d'avances devront être présentées au secrétaire d'Etat à qui incombera l'ordonnancement des avances.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, le secrétaire d'Etat au ravitaillement sont, chacun en ce qui le concerne, ordonnateurs des dépenses imputées à la section du compte spécial relevant de son département.

L'Etat sera valablement libéré pour les paiements effectués entre les mains des groupements nationaux d'importation et de répartition agissant pour le compte de leurs adhérents.

**ART. 3.** — L'article 3 de la loi du 13 août 1940 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les remboursements effectués par les groupements nationaux d'importation et de répartition ou leurs adhérents, ainsi que par tout acheteur en ce qui concerne les produits pour lesquels il n'existe pas de groupement constitué, de toutes sommes récupérées par eux concernant les marchandises sur lesquelles une avance leur a été consentie et notamment les indemnités d'assurance qu'ils auront à charge de poursuivre et dont ils auront obtenu le recouvrement, ainsi que les récupérations obtenues directement à la diligence du secrétariat d'Etat intéressé sont imputés à une ligne de recette des produits divers au budget : « Recettes à

provenir de l'application de la loi du 13 août 1940 et des lois subséquentes ».

« Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail et le secrétaire d'Etat au ravitaillement liquident, chacun en ce qui le concerne, les recettes visées au présent article et établissent les titres de recettes correspondants.

« L'Etat représenté par le ministre ou secrétaire d'Etat compétent, est subrogé dans les droits des bénéficiaires des avances ».

ART. 4. — Les groupements d'importation pourront retenir, à la charge des bénéficiaires des avances, dans les conditions admises par le comité prévu à l'article 6 de la loi du 13 août 1940, le montant des frais exceptionnels exposés par eux pour l'application de la loi du 13 août 1940 et des textes subséquents.

ART. 5. — Le comité prévu à l'article 6 de la loi du 13 août 1940 comprendra un représentant de chacun des ministres secrétaires d'Etat aux finances, à l'agriculture, à la production industrielle et des secrétaires d'Etat au ravitaillement et aux colonies.

ART. 6. — Le premier alinéa de l'article 5 de la loi du 13 août 1940 est abrogé ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi.

ART. 7. — Quiconque aura, par déclaration frauduleuse, ou tout autre moyen, tenté de se faire attribuer une avance ou d'obtenir une avance supérieure à celle à laquelle il pourrait prétendre, en application de la loi du 13 août 1940 et des lois et arrêtés subséquents, sera poursuivi pour escroquerie et passible des peines prévues par l'article 405 du code pénal. Les mêmes peines sont applicables aux complices.

ART. 8. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 1<sup>er</sup> novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
Pierre LAVAL.*

*Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat  
à la justice,  
Raphaël ALIBERT.*

*Le ministre secrétaire d'Etat  
à la production industrielle et au travail,  
René BELIN.*

*Le contre-amiral secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,  
Pierre CAZIOT.*

*Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,  
Jean ACHARD.*

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,  
Yves BOUTHILLIER.*

#### Déchéance de la nationalité française

ARRETE N° 528 promulguant au Togo la loi du 20 novembre 1940 qui complète l'article 2 de la loi du 10 septembre 1940, relative à la déchéance de la nationalité française à l'égard des Français qui, à partir du 10 mai 1940, auront quitté, sans ordre de mission régulier ou sans motif légitime,

*un territoire d'outre-mer relevant des départements de l'intérieur, des affaires étrangères ou des colonies, pour se rendre à l'étranger.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 10 septembre 1940, relative à la déchéance de la nationalité française à l'égard des Français qui, à partir du 10 mai 1940, auront quitté, sans ordre de mission régulier ou sans motif légitime, un territoire d'outre-mer relevant des départements de l'intérieur, des affaires étrangères ou des colonies, pour se rendre à l'étranger, promulguée au Togo le 5 octobre 1940;

Vu la loi du 20 novembre 1940;

Vu les instructions en date du 10 décembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 20 novembre 1940 qui complète l'article 2 de la loi du 10 septembre 1940, relative à la déchéance de la nationalité française à l'égard des Français qui, à partir du 10 mai 1940, auront quitté, sans ordre de mission régulier ou sans motif légitime, un territoire d'outre-mer relevant des départements de l'intérieur, des affaires étrangères ou des colonies, pour se rendre à l'étranger.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 23 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de la loi du 10 septembre 1940 est complété ainsi qu'il suit : « Toutefois « le chef de l'Etat pourra par décision spéciale notifiée au ministère public disposer d'une partie de « l'actif net en faveur des descendants des personnes « déchues lorsque les services de guerre accomplis « par ces descendants ou leurs conjoints lui paraîtront « justifier cette mesure ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*- Le vice-président du conseil des ministres,  
secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
Pierre LAVAL.*

*Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat  
à la justice,  
Raphaël ALIBERT.*

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
Marcel PEYROUTON.*

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Contre-amiral PLATON.*

**Sociétés secrètes — Emissions radiophoniques — Boissons**

ARRÊTE N° 544, promulguant au Togo les lois du 20 novembre 1940 relatives 1° — à l'interdiction des sociétés secrètes; 2° — à l'interdiction de la réception de certaines émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public; 3° — à la nouvelle réglementation des débits de boissons.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les lois du 20 novembre 1940;

Vu les instructions des 17 et 21 décembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

**ARRÊTE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont promulguées dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — la loi du 20 novembre 1940, qui modifie l'article 3 de la loi du 13 août 1940, portant interdiction des sociétés secrètes;

2° — la loi du 20 novembre 1940, qui étend aux territoires d'outre-mer relevant des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères ou du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 28 octobre 1940, interdisant la réception de certaines émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public;

3° — la loi du 20 novembre 1940, qui étend aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 4 novembre 1940, relative à la nouvelle réglementation des débits de boissons.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS.

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — L'article trois de la loi du 13 août 1940, portant interdiction des associations secrètes, est complété comme suit :

« Dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, à défaut de bureaux de bienfaisance, le produit de la liquidation des biens des associations et groupements dissous sera versé aux offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation des territoires intéressés ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :  
Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,  
Raphaël ALIBERT.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
Marcel PEYROUTON.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Contre-amiral PLATON.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues aux territoires d'outre-mer relevant des ministères de l'intérieur, des affaires étrangères ou du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 28 octobre 1940 interdisant la réception de certaines émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,  
Pierre LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,  
Marcel PEYROUTON.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,  
Amiral PLATON.

LOI interdisant la réception de certaines émissions radiophoniques sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

**DECRETONS :**

ARTICLE PREMIER. — Est interdite la réception, sur la voie publique ou dans les lieux ouverts au public, des émissions radiophoniques des postes britanniques et, en général, de tous postes se livrant à une propagande anti-nationale.

ART. 2. — Toute infraction aux présentes dispositions sera punie d'une amende de 16 frs. à 100 frs. et d'un emprisonnement de six jours à six mois, ou l'une des deux peines seulement.

Il pourra, en outre, être procédé à la saisie administrative des postes de réception.

ART. 3. — Le présent acte sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,  
ministre chargé de l'information,*

Pierre LAVAL.

*Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat  
à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*

Paul BAUDOUIN.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

#### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 4 novembre 1940 relative à la nouvelle réglementation applicable aux débits de boissons sont étendues aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Les pouvoirs dévolus aux préfets seront exercés par les gouverneurs.

ART. 3. — Sont abrogées toutes dispositions contraires.

ART. 4. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le vice-président du conseil,  
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

*Le secrétaire d'Etat aux colonies,*

Amiral PLATON.

*LOI relative à la nouvelle réglementation applicable  
aux débits de boissons.*

#### RAPPORT

*Au Maréchal de France, Chef de l'Etat Français,*

Vichy, le 4 novembre 1940.

MONSIEUR LE MARÉCHAL,

La loi du 23 août 1940 contre l'alcoolisme, en limitant la vente au public des boissons à base d'alcool, en abaissant le titre des boissons mises en vente, en retirant aux délinquants en état d'ivresse le bénéfice des circonstances atténuantes en prévoyant en

cas d'infractions, la fermeture obligatoire des débits, a pris les premières mesures qui permettront à la nation de s'orienter vers un redressement.

Ces dispositions, qui concernent plus spécialement le présent, ne font toutefois pas d'obstacle à un ensemble de mesures visant l'avenir. Bien au contraire, elles les impliquent.

Il n'est pas question de porter atteinte aux droits acquis par les tenanciers de débits de boissons. Mais il importe de prévoir, pour l'avenir, des dispositions restreignant le développement d'un commerce qui risque de porter atteinte aux forces vives du pays.

A l'égard de la jeunesse, à l'égard des personnes de santé précaire, il y a lieu de prévoir et d'organiser, dans la mesure du possible, une sauvegarde contre les tentations ou les faiblesses.

Dans cet esprit déjà les lois du 17 juillet 1880 et du 30 juillet 1913, notamment, avaient donné aux maires et aux préfets le droit de déterminer autour des édifices culturels et des établissements d'instruction publique des périmètres à l'intérieur desquels serait interdite l'ouverture de nouveaux débits.

Mais le législateur avait prévu la consultation préalable des conseils municipaux et des conseils généraux (dans ce dernier cas il fallait même l'avis conforme de cette assemblée).

Il est apparu opportun, d'une part, de réserver l'exercice de ce pouvoir réglementaire à l'autorité préfectorale en le retirant à l'organe local et décentralisé. La procédure de consultation des assemblées délibérantes s'est révélée ou inutile ou retardatrice, ou paralysante. Il importe que dans l'œuvre que s'est assignée le Gouvernement, la volonté du pouvoir central soit fidèlement et promptement exécutée par ses représentants directs.

D'autre part, il est apparu nécessaire d'étendre le pouvoir réglementaire donné en l'occurrence aux préfets. La tâche de reconstruction nationale tend à assurer au pays une jeunesse dont les goûts sportifs soient plus développés; elle veut une jeunesse forte pour faire une France régénérée; elle veut assurer aux malades et aux débiles de meilleures conditions de rétablissement.

A cet effet, les préfets pourront avec les dispositions qui suivent, protéger efficacement les créations neuves, telles les camps de jeunesse, les colonies de vacances, les stades, les préventoria, et les sanatoria contre le développement ultérieur ou la création de nouveaux débits de boissons.

Ces dispositions compléteront les mesures déjà prises pour combattre le fléau actuel de l'alcoolisme et en écarter la menace pour la jeunesse de France.

Tel est l'objet du présent décret, auquel nous avons l'honneur de vous prier de vouloir bien donner votre haute sanction.

Veuillez agréer, monsieur le Maréchal, l'assurance de notre très respectueux dévouement.

*Le ministre, secrétaire d'Etat à l'intérieur,*

Marcel PEYROUTON.

*Le garde des sceaux,  
ministre, secrétaire d'Etat à la justice,  
Raphaël ALIBERT.*



NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHÈF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

### DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les préfets pourront prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, de tous établissements d'instruction publique, des sanatoria des préventoria, et des organismes publics créés en vue du développement physique de la jeunesse et de la protection de la santé publique.

ART. 2. — L'article 9 de la loi du 17 juillet 1880 et l'article 46 de la loi du 30 juillet 1913 sont abrogés.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 novembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre, secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Marcel PEYROUTON.

Le garde des sceaux,  
ministre, secrétaire d'Etat à la justice,

Raphaël ALIBERT.

## ACTES DU POUVOIR LOCAL

### Chambre de commerce

ARRETE N° 521 modifiant l'article 41 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce;

Vu l'insuffisance des recettes consécutives à l'arrêt depuis le mois de juin 1940 du trafic maritime;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du président de la chambre de commerce;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 3 de l'article 41 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce est ainsi modifié :

« Le chiffre minimum auquel doivent s'élever les fonds disponibles de la caisse de réserve est fixé à 40.000 francs ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

### Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 522 bis réglementant la vente de la farine.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministre des colonies, en son article 10;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu d'une part les stocks actuels de farine étrangère détenus par le commerce et d'autre part l'arrivage important de farine française reçu le 29 novembre 1940 par le s/s Fort de Douaumont;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 16 décembre 1940;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les détenteurs de farine ne sont autorisés à vendre de la farine de provenance étrangère que dans la proportion de 40% du contingent qui leur est attribué mensuellement conformément aux dispositions de l'arrêté n° 369 du 5 août 1940.

ART. 2. — Les boulangers sont tenus d'observer la même proportion pour la fabrication du pain.

ART. 3. — Les sanctions applicables, en cas d'infraction, sont celles prévues par la réglementation en vigueur.

ART. 4. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 16 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

### Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 523 approuvant une modification aux statuts de la S. I. P. de Lama-Kara.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par les décrets du 31 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par l'arrêté du 24 février 1938;

Vu l'arrêté du 14 novembre 1937 portant création des sociétés indigènes de prévoyance au Togo et approuvant les statuts des sociétés, modifié par l'arrêté du 17 janvier 1939;

Vu le procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale de la S. I. P. de Lama-Kara tenue le 27 octobre 1939;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 470, en date du 7 novembre 1940, approuvant une modification aux statuts des sociétés indigènes de prévoyance de Sokodé, Bassari, Lama-Kara et Mango, aura effet rétroactif, pour la S. I. P. de Lama-Kara, pour compter du 27 octobre 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### Produits et denrées de première nécessité

*DECISION N° 772 bis modifiant le stock de sécurité du mazout et autorisant en décembre 1940 la vente, à titre exceptionnel, d'une quantité supplémentaire de 9 tonnes.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 384 du 20 août 1940 autorisant temporairement la réduction des stocks de sécurité de certains combustibles liquides;

Sur la demande du Gouverneur de la colonie du Dahomey;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée ainsi qu'il suit la réduction du stock de sécurité du mazout :

	<i>stock imposé</i>
F. A. O. . . . .	22 tonnes
U. A. C. . . . .	30 —

ART. 2. — Est autorisée, à titre exceptionnel, pendant le mois de décembre 1940 la vente d'une quantité supplémentaire de 9 tonnes, répartie, comme suit, destinée à satisfaire les besoins économiques de la colonie du Dahomey :

F. A. O. . . . .	5 tonnes
U. A. C. . . . .	4 —

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 17 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### Palmistes

*ARRÊTE N° 525 réglementant la vente des palmistes dans le cercle de Lomé.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉON D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sur toute l'étendue du cercle de Lomé les transactions commerciales portant sur les palmistes ne sont autorisées que dans les centres d'achat et pendant les heures d'ouverture des dits centres.

ART. 2. — Les centres d'achat du cercle de Lomé, ainsi que leur jour de fonctionnement et les heures d'ouverture sont fixés comme suit :

##### Subdivision de Lomé

Centre d'achat d'Agoué — tous les dix jours;  
— — de Noépé — le jeudi;  
— — de Sangara — le vendredi;  
— — de Mission-Tové — le mercredi;

##### Subdivision de Tsévié

Centre d'achat de Tsévié — les lundi et vendredi;  
— — d'Assahoun — le samedi;  
— — d'Aghélouvé — le mercredi.  
Heures d'ouverture . . . . . 11 heures  
Heures de fermeture . . . . . 16 heures  
pour tous les centres d'achat.

ART. 3. — Sur les centres sus-visés les prix minima d'achat aux producteurs sont fixés comme suit :

##### Subdivision de Lomé

Centre d'achat d'Agoué . . . . .  
— — de Sangara . . . . .  
— — de Noépé . . . . .  
— — de Mission-Tové . . . . .  
950 frs. la tonne  
905 frs. la tonne

##### Subdivision de Tsévié

Centre d'achat de Tsévié . . . . . 940 frs. la tonne  
— — d'Assahoun . . . . .  
— — d'Aghélouvé . . . . .  
930 frs. la tonne

ART. 4. — Les paiements seront effectués aux producteurs au comptant en monnaie française ayant cours légal, y compris la monnaie d'appoint au cas où le paiement à chaque apporteur en comporterait.

ART. 5. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 18 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.



**Prorogation de crédits**

*ARRETE N° 526 portant prorogation de crédits de l'exercice 1940.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1940 portant approbation du budget local et du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf, exercice 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1941, la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférentes aux travaux ci-après désignés :

**BUDGET ANNEXE****CHAPITRE IV**

Article 1 — paragraphe 4 — grosses réparations aux ouvrages d'art, à la plateforme de la voie ferrée et aux stations de pompage.

**CHAPITRE IX**

Article 1 — paragraphe 1 — grosses réparations au platelage de la voie ferrée.

**CHAPITRE XIII**

Article 1 — paragraphe 1 — réfection, ballastage et réaménagement des voies ferrées.

Article 1 — paragraphe 3 — travaux neufs aux bâtiments du chemin de fer.

ART. 2. — Le directeur du service du réseau du chemin de fer et du wharf est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 19 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

**Produits et denrées de première nécessité**

*DECISION N° 776 portant libération de certains stocks de produits de première nécessité.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 368 du 5 août 1940 ordonnant le blocage temporaire des stocks de certains produits de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu la décision n° 736 du 4 décembre 1940 portant blocage de certains produits de première nécessité;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Est libérée sur le stock bloqué par décision n° 736 du 4 décembre 1940 sus-visé (arrivage du s/s *Fort de Douaumont*) une quantité de 40 tonnes de ciment appartenant à l'UNITED AFRICA COMPANY, afin de permettre de donner satisfaction aux besoins de l'administration.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 19 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

*ARRETE N° 529 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 377 du 20 août 1940 modifiant temporairement l'article 2 de l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité;

Vu l'arrêté n° 377 du 20 août 1940 modifiant temporairement l'article 2 de l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 réglementant provisoirement la vente de certains produits et denrées de première nécessité;

Vu l'arrivage important de farine sur le s/s *Fort de Douaumont* le 29 novembre 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 377 du 20 août 1940 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Est modifié comme suit l'article 2 de l'arrêté n° 367 du 5 août 1940 :

Est autorisée temporairement, pour compter du 25 décembre 1940, les dimanche, lundi, mercredi et samedi :

1° — la vente des bonbons de fabrication indigène;

2° — la vente des petits pains et gâteaux, sucrés ou non, dans la fabrication desquels entre la farine de froment, ainsi que ceux fabriqués à l'aide de farines d'origine locale ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

*DECISION N° 787 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 portant limitation temporaire de la vente de certains produits et denrées de première nécessité détenus par le commerce local;

Vu la décision n° 747 du 9 décembre 1940 modifiant les limitations de vente fixées par l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 pour certains produits et denrées de première nécessité;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont modifiées comme suit les limitations de vente mensuelle fixées à l'article 2 de l'arrêté n° 369 du 5 août 1940 :

Farine de froment . . . . . 12 tonnes.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 24 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

### Mercuriales

ARRETE No 530 fixant les mercuriales officielles pour le 1<sup>er</sup> semestre 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté du 4 mai 1928 instituant une commission des mercuriales;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée du territoire du Togo des produits de toute origine et de toute provenance;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1935 déterminant le taux et les règles de perception de la taxe sur le chiffre d'affaires et de la taxe compensatrice;

Après avis de la commission des mercuriales dans sa séance du 16 décembre 1940;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 26 décembre 1940;

### ARRETE:

ARTICLE PREMIER. — Les droits « ad valorem » applicables aux marchandises à l'entrée et à la sortie du territoire du Togo seront liquidés par le service des douanes pendant le 1<sup>er</sup> semestre 1941, en conformité des indications du tableau 1, ci-annexé, qui serviront également à l'établissement des statistiques du commerce pendant la même période.

ART. 2. — La taxe sur le chiffre d'affaires sera perçue selon les valeurs prévues aux tableaux 1 et 2 ci-annexés se complétant.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté est rendu immédiatement applicable et sera affiché dans tous les bureaux des circonscriptions administratives, de postes du territoire et dans tous les lieux d'usage.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

### TABEAU 1

DES MERCURIALES OFFICIELLES EN VIGUEUR PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 1941 POUR LE CALCUL DES DROITS « AD VALOREM » A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DU TOGO ET A L'ÉTABLISSEMENT DES STATISTIQUES DU COMMERCE

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU PREMIER SEMESTRE 1941
Alcools dénaturés . . . . .	L'hectolitre.	900 frs.
Amandes de karité . . . . .	100 kilogrammes brut.	L. M. 151 —
Amandes de palme . . . . .	—	L. M. 141 —
Bœufs et taureaux . . . . .	La tête.	800 —
Veaux et génisses . . . . .	—	350 —
Moutons . . . . .	—	80 —
Chèvres . . . . .	—	70 —
Porcs . . . . .	—	70 —
Poulets . . . . .	—	7 —
Canards . . . . .	—	15 —
Dindons . . . . .	—	70 —
Arachides en coques . . . . .	100 kilogrammes brut.	L. M. 149 —
Arachides décortiquées . . . . .	—	L. M. 189 —
Beurre salé ou en boîtes métalliques . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	3.000 —
Beurre non salé autrement présenté . . . . .	—	3.200 —
Bière en bouteilles (bouteilles comprises). . . . .	L'hectolitre.	700 — (1)
Biscuits de mer légèrement sucrés — moins de 15 % de sucre (2). . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	550 —
Biscuits de mer non sucrés . . . . .	—	500 —
Bougies de toutes sortes . . . . .	—	650 —
Bouteilles et flacons plus de 0 litre, 50 . . . . .	Le cent.	150 —
Bouteilles et flacons importés pleins de 0 litre, 10 à 0 litre, 50 . . . . .	—	90 —
Bouteilles et flacons importés pleins de moins de 0 litre, 10 . . . . .	—	70 —
Cacao en fève . . . . .	100 kilogrammes net.	N. B. 300 —

(1) La valoration mercurielle n'est applicable qu'aux seules bières dont le prix de facture est inférieur ou égal à 700 francs l'hectolitre (bouteilles comprises). Celles dont la valeur de facture est supérieure à 700 francs l'hectolitre (bouteilles comprises) seront soumises aux droits, d'après cette valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les biscuits de mer sucrés à plus de 15 % de sucre seront taxés à 100 %.



DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE VALORATION	VALORATION DU PREMIER SEMESTRE 1941
Saindoux . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	1.350 —
Savons autres que ceux de parfumerie : (genres savon de Marseille) . . . . .	en cubes, barres ou pains à nu . . . . . autrement présentés . . . . .	100 kilogrammes net. . . . . 600 — 630 —
Semoules en pâtes d'Italie . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	700 —
Tapioca . . . . .	1.000 kilogrammes net.	L. M. 2.556 —
Viandes salées . . . . .	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ net.	4.000 —
	100 kilogrammes net.	3.500 —
	—	2.500 —
	100 kilogrammes $\frac{1}{2}$ brut.	4.000 —
Vinaigres autres que de parfumerie en fûts . . . . .	L'hectolitre.	250 —
Vins ordinaires en fûts (1) . . . . .	—	300 —
Autres produits soumis à la taxation ad valorem (2) . . . . .	Valeur.	F+25%

(1) Cette valoration n'est applicable qu'aux seuls vins ordinaires en fûts, dont le prix de facture (emballage compris) est égal ou inférieur à 300 frs. l'hectolitre. Pour les vins ordinaires importés en demi-muids, la valeur de l'emballage est fixée forfaitairement à 300 frs. Les boissons de l'espèce, dont le prix de vente dépasse 300 frs. l'hectolitre logé, échappent à la mercurialisation et sont par suite, soumises aux droits d'après la valeur de facture majorée de 25%.

(2) Les produits non dénommés au tarif et non mercurialisés sont passibles d'un droit de 10% de la facture (emballage compris) majorée de 25%.

NOTA. — La taxe ad valorem applicable à une marchandise couvre à la fois le contenu et le contenant lorsque le produit est imposé d'après le prix de facture, c'est-à-dire d'après le prix de la marchandise au moment où elle sort des magasins du commerçant expéditeur (emballage compris). Il résulte de ces dispositions que les droits à appliquer aux produits non mercurialisés et renfermés dans des emballages mercurialisés (vins ordinaires en bouteilles, huiles lourdes contenues dans des drums en tôle, etc...) ne peuvent être basés que sur le prix de facture de l'envoi, c'est-à-dire sur la valeur cumulée du contenu et contenant avec majoration de 25%. Il n'y a dès lors pas lieu, dans le cas envisagé, de faire supporter en outre à l'emballage-mercurialisé le droit qui lui est propre d'après la valoration mercuriale.

TABLEAU II.

DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉ DE PERCEPTION	VALEUR
IMPORTATIONS		
Sucres raffinés . . . . .	100 kilogrammes net	420 frs.
Tabacs en feuilles . . . . .	—	2.200 —
Cigarettes en boîtes métalliques . . . . .	—	10.000 —
Cigarettes en paquets . . . . .	—	2.700 —
Anis Berger ou Pernod et similaires . . . . .	L'hectolitre	1.100 —
Gins et Genièvres {	de traite . . . . .	1.300 —
	autres (1). . . . .	3.000 —
Whisky . . . . .	—	5.000 —
Rhums en bouteilles . . . . .	—	1.500 —
Rhums en fûts . . . . .	—	900 —
Huiles de pétrole {	Pétrole en fûts . . . . .	100 kilogrammes net
	Pétrole en caisse et estagnons . . . . .	200 —
	Essence en vrac et en fûts . . . . .	230 — (2)
	Essence en caisse et estagnons . . . . .	220 — (2)
Tôles ondulées en fer galvanisé pour toitures (y compris les faitières) . . . . .	—	250 — (2)
Sels {	—	500 —
	en sacs . . . . .	50 —
	en flacons . . . . .	100 kilog. 1/2 net
Autrement présentés . . . . .	100 Kilogrammes net	500 —
Allumettes chimiques (boîtes contenant 100 allumettes au plus) . . . . .	—	50 —
Autres articles non désignés ci-dessus . . . . .	Les 1.000 boîtes	350 —
	Valeur définie par article 5, arrêté 336 du 23 juillet 1935.	

(1) Sont considérés comme gins autres tous les gins dont la valeur sur facture (emballage compris) excède 1.300 francs l'hectolitre.

(2) Les présentes valorations couvrent l'emballage (caisses, fûts, estagnons).

Café

*ARRETE N° 541 fixant les prix minima d'achat du café dans le cercle du Centre.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix minima d'achat du café aux producteurs sont fixés ainsi qu'il suit dans le cercle du Centre :

*Atakpamé :*

Frs.

Café Robusta : qualité supérieure : 7.491 la tonne  
Café Robusta : qualité courante : 7.064 la tonne

*Palimé :*

Café Robusta : qualité supérieure : 7.523 la tonne  
Café Robusta : qualité courante : 7.096 la tonne

*Agou-Gare :*

Café Robusta : qualité supérieure : 7.550 la tonne  
Café Robusta : qualité courante : 7.123 la tonne

*Badou :*

Café Robusta : qualité supérieure : 7.041 la tonne  
Café Robusta : qualité courante : 6.614 la tonne

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Budget local

*ARRETE N° 542 rendant provisoirement exécutoire le budget local du Togo pour l'exercice 1941.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment en son article 70;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire pour l'exercice 1941, le budget local, approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 26 décembre 1940, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : Quarante huit millions sept cent soixante neuf mille francs (48.769.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Cacao

*ARRETE N° 543 fixant les prix minima d'achat du cacao dans le cercle du Centre.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le radiotélégramme n° C. 123 du 20 novembre 1940 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les prix minima d'achat du cacao aux producteurs sont fixés ainsi qu'il suit dans le cercle du Centre :

Atakpamé . . . . .	2.647 frs. la tonne
Agou-Gare . . . . .	2.685 frs. la tonne
Palimé . . . . .	2.662 frs. la tonne
Badou . . . . .	2.197 frs. la tonne

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

Prorogation de crédits

*ARRETE N° 547 portant prorogation de crédits.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 65 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 14 mars 1940 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1940;

Vu les rapports des chefs de service et commandants de cercle intéressés attestant que les travaux faisant l'objet du présent arrêté sont en cours d'exécution mais ne pourront être achevés avant le 31 décembre 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est prorogée jusqu'au 28 février 1941 la période pendant laquelle pourront se consommer les frais de dépenses afférents aux travaux ci-après désignés :

*Chapitre XI — Article 1 — Paragraphe 2*

SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU SUD

Grosses réparations au bâtiment n° 45.

ATAKPAMÉ

Aménagement local pour dépôt de fonds.

KLOUTO

Aménagement bâtiments Todji.

*Chapitre XI — Article 1 — Paragraphe 4*

TSÉVIÉ

Terrain d'aviation Agbélouvé;  
Rechargement route Lomé-Atakpamé.

*Chapitre XI — Article 2 — Paragraphe 1*

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU SUD

Toitures des bâtiments du groupe sanitaire de Lomé.

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU NORD

Couverture dispensaire Lama-Kara.

## ATAKPAMÉ

Construction dispensaire de Nuatja;  
Réparations bâtiments Atakpamé-Nuatja;  
Réparations bâtiments Kamina;  
Réparations bâtiments école régionale.

## LAMA-KARA

Agrandissement pharmacie de Pagouda;  
Prison de Lama-Kara.

## MANGO

Couverture de 4 salles de classes.

*Chapitre XI — Article 2 — Paragraphe 2*

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU NORD

Réfection pont de Naboulgou (Mango);  
Edification remblai d'accès à pont Koumongou  
(Mango).

## KLOUTO

Réfection platelages ponts routes Lomé et Atakpamé.

*Chapitre XI — Article 3 — Paragraphe 1*

## LOMÉ

Construction puits à Aflao.

## ATAKPAMÉ

Construction puits Friry.

## TSÉVIÉ

Forage puits d'Aghélouvé;  
Installation fontaine à Tsévié.

*Chapitre XI — Article 3 — Paragraphe 3*

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU SUD

Aménagement des réservoirs en béton armé à Lomé;  
Pose de la conduite d'eau à Lomé;  
Installation électrique pour adduction d'eau.

*Chapitre XXI — Article 3 — Paragraphe 2*

## MANGO

Travaux neufs des bâtiments.

*Chapitre XXII — Article 2 — Paragraphe 1*

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU NORD

Montage d'un hangar à Sokodé.

## LOMÉ

Construction d'un dispensaire à Noépé.

## ATAKPAMÉ

Canalisation dans Atakpamé;  
Caniveaux dans Atakpamé.

## LAMA-KARA

Construction deux magasins et un atelier.

*Chapitre XXII — Article 2 — Paragraphe 2*

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU SUD

Pont de Zébé à Anécho;  
Route entre avenue Albert Sarraut et avenue de la  
Victoire.

## ATAKPAMÉ

Route du Litiné;  
Pont Agbandi-Blitta.

## MANGO

Pont de Pessidé.

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU NORD

1<sup>o</sup> — Etudes et recherches du tracé;  
2<sup>o</sup> — Débroussaillage du tracé.

*Chapitre XXII — Article 2 — Paragraphe 3*

## SUBDIVISION DES TRAVAUX PUBLICS DU SUD

Stations de pompage du Tchékpo-Dédékpô, Ahépé et Kouvé.

ART. 2. — Le chef du service des travaux publics et des mines et les commandants des cercles de Lomé, du Centre et de Sokodé ainsi que le chef de la subdivision autonome de Mango sont chargés, chacun en ce qui le concerne, du contrôle de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

C. F. T.

*Budget*

ARRETE N° 548 bis portant fixation et arrêtant le  
projet de budget annexe de l'exploitation du réseau  
du chemin de fer de l'exercice 1941.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions  
et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des  
dépenses administratives du Togo, modifié par celui du  
20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier  
des colonies;

Vu le rapport du directeur du réseau du chemin de fer  
et du wharf en date du 3 septembre 1940 au conseil écono-  
mique du réseau;

Sous réserve de l'approbation ultérieure par décret;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du  
28 décembre 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le projet de budget de  
l'exploitation du chemin de fer du Togo et du wharf  
de Lomé pour l'exercice 1941 est fixé et arrêté en  
recettes et en dépenses à 13.868.000 francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, com-  
munié et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.



*ARRETE N° 548 ter rendant provisoirement exécutoire le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf pour l'exercice 1941.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 70;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 28 décembre 1940;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendu provisoirement exécutoire pour l'exercice 1941 le budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf approuvé en conseil d'administration dans sa séance du 28 décembre 1940, arrêté en recettes et en dépenses à la somme de TREIZE MILLIONS HUIT CENT SOIXANTE HUIT MILLE FRANCS (13.868.000 frs.).

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### **Chambre de Commerce**

*ARRETE N° 551 portant prélèvement exceptionnel sur les fonds de réserve de la chambre de commerce.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté 307 du 1<sup>er</sup> juin 1938 portant réorganisation de la chambre de commerce;

Vu l'insuffisance des recettes consécutives à l'arrêt depuis le mois de juin 1940 du trafic maritime;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du président de la chambre de commerce;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Un prélèvement exceptionnel de Soixante quinze mille francs (75.000 frs.) sera effectué sur les fonds de réserve de la chambre de commerce pour faire face à une insuffisance des recettes consécutives à l'arrêt depuis le mois de juin 1940 du trafic maritime.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### **Sociétés indigènes de prévoyance**

*ARRETE N° 552 fixant pour 1941 les taux des indemnités à allouer aux secrétaires-trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance et aux secrétaires des sections de ces sociétés.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance du Togo modifié par les décrets des 20 juillet 1937 et 18 septembre 1938;

Vu l'arrêté n° 552 du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance au Togo modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés nos 388 et 599 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes sociétés indigènes de prévoyance du Territoire modifié par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

Sur la proposition des présidents des diverses sociétés indigènes de prévoyance du Territoire;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont maintenus pour 1941 les taux des indemnités attribuées aux secrétaires-trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance et aux secrétaires des sections des mêmes sociétés fixés pour 1940 par arrêté n° 70 du 11 février 1940.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 décembre 1940.

L. MONTAGNÉ.

#### **Assistance sociale**

*DECISION N° 1 fixant pour l'année 1941 les taux de l'allocation attribuée aux chefs, secrétaires et lépreux des villages de ségrégation.*

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 57 du 25 janvier 1938 portant réglementation des villages de ségrégation des lépreux;

Vu la décision n° 86 bis du 1<sup>er</sup> février 1938 fixant pour 1938 les taux de l'allocation attribuée aux chefs et secrétaires des villages de ségrégation des lépreux;

Vu la décision n° 83 du 21 février 1940 fixant pour 1940 les taux et l'imputation de l'allocation attribuée aux chefs et secrétaires des villages de ségrégation des lépreux du Territoire;

Vu la décision n° 60 du 9 février 1940 fixant pour l'année 1940 les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation.

Vu l'arrêté n° 359 du 11 juin 1939 déterminant les dépenses d'assistance à exempter de l'arrondissement au franc inférieur;

Vu les avis des commandants de cercle du centre et de Sokodé;

Vu les disponibilités budgétaires;

### DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux de l'allocation attribuée aux chefs et secrétaires des villages de lépreux fixés en 1940 par décision du 21 février 1940 continueront à être appliqués en 1941 ainsi que suit :

#### Cercle du Centre -- Village d'Akata

Chef de village . . . . . 200 frs. par mois.  
Secrétaire . . . . . 100 frs. par mois.

#### Cercle de Sokodé -- Village de Kolowaré

Chef de village . . . . . 150 frs. par mois.  
Secrétaire . . . . . 75 frs. par mois.

ART. 2. — Les taux de l'allocation attribuée aux lépreux des villages de ségrégation fixés en 1940 par décision n° 60 du 9 février 1940, continueront à être appliqués en 1941 ainsi que suit :

CATÉGORIES	CERCLES	VILLAGES	TAUX mensuel
A — (Hommes, femmes et enfants, sans mutilation et susceptibles de travailler normalement) . . . . .	Centre	Akata	22,50
	Sokodé	Kolowaré	12,—
B — Hommes, femmes et enfants ayant une légère invalidité . . . . .	Centre	Akata	22,50
	Sokodé	Kolowaré	18,—
C — Grands malades et vieillards . . . . .	Centre	Akata	30,—
	Sokodé	Kolowaré	25,—
D — Grands malades, totalement impotents . . . . .	Centre	Akata	37,50
	Sokodé	Kolowaré	32,50

ART. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 25 janvier 1938 les lépreux sont classés dans les catégories susvisées par décision du commandant de cercle sur la proposition de la commission de surveillance et après avis du médecin, chef de la subdivision sanitaire.

ART. 4. — Par application des dispositions de l'arrêté 359 du 11 juin 1939 sont exemptées de l'arrondissement au franc inférieur les allocations aux lépreux.

ART. 5. — Le montant de ces allocations sera imputé à la rubrique prévue au chapitre XIII du budget local pour la lutte contre les maladies endémo-épidémiques et sociales.

ART. 6. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> janvier 1941.

L. MONTAGNÉ.

#### Service de la trypanosomiase

#### ORDRE DE SERVICE N° 1

Au Médecin-Lieutenant-Colonel

Chef du Service de Santé du Togo

Par radiotélégramme N° 179 T/B en date du 26 décembre, dont copie vous a été adressée par ailleurs, le Chef du Service Général de la Trypanosomiase a donné son accord, pour votre désignation en qualité de délégué pour le Togo.

Les raisons qui ont motivé cette décision sont, ainsi que vous le savez, d'ordre budgétaire.

Toutefois, l'économie appréciable qui résultera pour le Territoire du fait de la suppression d'un médecin, ayant en principe rang d'officier supérieur, doit être accentuée par d'importantes réductions de dépenses de personnel et de matériel au sein de l'« Organisme de direction, de coordination et de contrôle » c'est-à-dire à l'article premier, paragraphe 2 du chapitre XX, et aux divers paragraphes de l'article premier du chapitre XXI.

Ce sont ces réductions de dépenses que je vous prie de vouloir bien étudier.

Je vous adresse à cet effet un exemplaire du projet de budget pour 1941 que j'ai rendu exécutoire par arrêté en date du 26 décembre 1940 en attendant son approbation par le Chef de l'Etat Français.

En ce qui concerne le personnel, vous voudrez bien me proposer les mutations visant les agents des cadres et les licenciements visant les agents journaliers ou auxiliaires que vous jugerez utiles et compatibles avec la bonne marche du service.

Pour ce qui est du matériel, ces réductions devront porter principalement sur les dépenses de mobilier, d'imprimés et fournitures de bureau, de matériel d'exploitation et de frais de transport en général.

J'attacherai du prix à recevoir vos propositions dans le plus bref délai.

Lomé, le 1<sup>er</sup> janvier 1941.

Le Gouverneur des Colonies,

Commissaire de la République au Togo,

L. MONTAGNÉ.

**ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL****ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Affectations**

Par décision n° 793 du :

27 décembre 1940. — Est abrogée la décision du 6 novembre 1940 nommant M. Réhart, commissaire principal de police, adjoint technique au chef de la sûreté et du bureau des affaires politiques.

M. Réhart est nommé commissaire spécial de la police du réseau des chemins de fer du Togo.

Ses attributions sont relatives à toutes les mesures de sûreté et de police générale et de police ordinaire concernant le réseau, à l'exception de celles qui relèvent de la compétence du service de l'exploitation des chemins de fer.

La présente décision aura son effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

**DIVERS****Affaires courantes**

Par arrêté n° 548 du :

28 décembre 1940. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé, durant l'absence du Commissaire de la République en tournée du 29 décembre 1940 au 2 janvier 1941, de l'expédition des affaires courantes et urgentes et de l'ordonnancement.

**Boissons alcooliques**

Par décision n° 791 du :

27 décembre 1940. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée :

Cognac « Randon ».

**Enseignement**

Par arrêté n° 524 du :

18 décembre 1940. — Le montant de l'allocation journalière de nourriture et d'entretien de l'internat du cours complémentaire de Lomé pour l'année 1941 est fixé comme suit :

- |   |           |
|---|-----------|
| 1 <sup>o</sup> — Frais de nourriture . . . . .                | 3 frs. 30 |
| 2 <sup>o</sup> — Frais d'habillement et d'entretien . . . . . | 1 fr. 50  |
| 3 <sup>o</sup> — Frais de logement . . . . .                  | 0 fr. 50  |

Par arrêté n° 553 du :

31 décembre 1940. — Le montant des allocations de nourriture et d'entretien des internats des fils de chef de Mango, du cours supérieur d'Atakpamé et de

l'école professionnelle de Sokodé pour l'année 1941 est fixé comme suit :

MANGO	
Nourriture . . . . .	1,10
Entretien . . . . .	0,45
ATAKPAMÉ ET SOKODÉ	
Nourriture . . . . .	2,—
Entretien . . . . .	1,—

**Libération conditionnelle — Interdiction de séjour — Résidence obligatoire**

Par arrêté n° 528 bis du :

23 décembre 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés :

1<sup>o</sup> — Avlessi Akpaglo Hounlede, né vers 1891 à Ézo (subdivision de Tsévié), condamné à 8 mois de prison et 2.000 francs d'amende par jugement n° 48 du 17 mai 1940 du tribunal du premier degré de Tsévié, pour détention d'alambic et fabrication d'alcool ;

2<sup>o</sup> — Agbodji Fiokouna Gbetro, né vers 1906 à Vokoutimé (cercle d'Anécho), condamné à 6 mois de prison et 1 an d'interdiction de séjour par jugement n° 63 du 13 septembre 1940 du tribunal du premier degré de Tsévié pour tentative de vol et vagabondage ;

3<sup>o</sup> — Gogo Aoute dit Aguehounson, né vers 1908 à Bolou-Lokoegbé (subdivision de Tsévié), condamné à 6 mois de prison pour incendie involontaire, par jugement n° 65 du 13 septembre 1940 du tribunal du premier degré de Tsévié ;

4<sup>o</sup> — a) Degnon Kokou dit Dakou, né vers 1900 à Tsévié, condamné à 4 mois de prison et cent francs d'amende pour abatage de palmiers ; b) Assou Diky dit Kokou, né vers 1909 à Tsévié, condamné à 5 mois de prison et deux cents francs d'amende ; c) Agbavon Segbedji dit Adjabli, né vers 1896, condamné à 4 mois de prison et cent francs d'amende pour abatage de palmiers, tous les trois par jugement n° 67 du 28 septembre 1940 du tribunal du premier degré de Tsévié.

Le nommé Agbodji Fiokouna Gbetro est astreint à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho pendant un an, pour compter du 23 décembre 1940.

Par arrêté n° 529 bis du :

24 décembre 1940. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés :

1<sup>o</sup> — Tchokpo, né vers 1910 à Kouvé-Gboli (cercle d'Anécho), condamné par jugement n° 135 du 24 juillet 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho à 6 mois de prison et 500 frs. d'amende pour fabrication et trafic d'alcool de traite et à 6 mois de prison pour homicide par imprudence ;

2<sup>o</sup> — Adjegan, né vers 1913 à Tabligbo (cercle d'Anécho), condamné par jugement n° 196 du 16 octobre 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho à 6 mois de prison et 2.000 frs. d'amende pour détention et transport d'alcool de traite ;

3<sup>o</sup> — Assogba, né vers 1908 à Essé-Godjen (cercle d'Anécho), condamné par jugement n° 199 du 16 octobre 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho à 6 mois de prison et 2.000 frs. d'amende pour détention d'alambic, fabrication et détention d'alcool de traite ;

4<sup>o</sup> — Hédome, né vers 1910 à Momé-Kini (cercle d'Anécho), et Koumeble, né vers 1915 à Momé-Kini (cercle d'Anécho), condamnés, chacun, par jugement du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho n° 240 du 20 novembre 1939 à 6 mois de prison et 2.000 frs. d'amende pour détention d'alambic, fabrication et détention d'alcool de traite;

5<sup>o</sup> — Gbetenou, né vers 1912 à Agomé-Séva (cercle d'Anécho), condamné par jugement n° 258 du 4 décembre 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho à 6 mois de prison et 2.000 frs. d'amende pour détention d'alambic, fabrication, détention et vente d'alcool de traite;

6<sup>o</sup> — Togbe, né vers 1881 à Avévé et Dovi, né vers 1913 à Avévé (cercle d'Anécho), condamnés, chacun, par jugement n° 258 du 4 décembre 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho à 4 mois de prison et 2.000 frs. d'amende pour détention d'alambic, fabrication, détention et vente d'alcool de traite;

7<sup>o</sup> — Amoussou dit Dagban, né vers 1912 à Momé-Gbavé (cercle d'Anécho), condamné par jugement n° 6 du 4 janvier 1940 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho à 6 mois de prison et 2.000 frs. d'amende pour détention d'alambic, fabrication, détention et vente d'alcool de traite;

8<sup>o</sup> — Amento, né vers 1905 à Amégnan (cercle d'Anécho), et Mimonhokin, née vers 1910 à Vokoutimé (cercle d'Anécho), condamnés, chacun, par jugement n° 36 du 5 février 1940 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho, à 4 mois de prison et 2.000 frs. d'amende pour complicité de détention d'alambic et de fabrication de détention et de transport d'alcool de traite;

9<sup>o</sup> — Adangblenou Jean, né vers 1913 à Togoville (cercle d'Anécho), condamné par jugement n° 97 du 6 mai 1940 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré d'Anécho, à 1 an de prison pour abus de confiance et détournement de fonds.

Par arrêté n° 1 bis du :

2 janvier 1941. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé aux détenus ci-après désignés :

1<sup>o</sup> — Gognon, né vers 1890 à Tchékpo-Devé (cercle d'Anécho), Atipou, né vers 1888 à Tchékpo-Devé (cercle d'Anécho), Djama, né vers 1890 à Tchékpo-Devé (cercle d'Anécho) et Klouvi, né vers 1897 à Akoumapé-Assiho (cercle d'Anécho), condamnés, chacun, par jugement n° 4 des 18 et 19 octobre 1935 du tribunal criminel du cercle d'Anécho, à 10 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour complicité de meurtre, enlèvement et séquestration de personnes, complot tendant à troubler la paix intérieure du Territoire;

2<sup>o</sup> — Zendjina, né vers 1892 à Djamdé (subdivision de Lama-Kara), condamné par jugement n° 28 du 27 octobre 1937 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lama-Kara, à 5 ans de prison pour vol de bétail et d'argent;

3<sup>o</sup> — Yenako, né vers 1890 à Kabou (subdivision de Bassari), condamné par jugement n° 7 du 24 décembre 1929 du tribunal criminel du cercle de Sokodé, à 15 ans de prison pour meurtre;

4<sup>o</sup> — Dehoundre, née vers 1885 à Pessidé (subdivision de Mango), condamnée par jugement n° 4 du 8 mai 1936 du tribunal criminel de Sokodé, à 5 ans de prison pour meurtre avec préméditation;

5<sup>o</sup> — Yobé, né vers 1892 à Bogou (subdivision de Mango), condamné par jugement n° 8 du 24 décembre 1937 du tribunal criminel de Sokodé, à 5 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort;

6<sup>o</sup> — Alabé, né vers 1904 à Aflao-Yokoé (Gold-Coast), condamné par jugement n° 10 du 16 novembre 1935 du tribunal criminel de Lomé, à 10 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour vol et incendie volontaire;

7<sup>o</sup> — Lido, né vers 1893 à Saye (Niger) condamné par jugement n° 1 du 1<sup>er</sup> janvier 1938 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Sokodé à 5 ans de prison et 5 ans d'interdiction de séjour pour blessures volontaires;

8<sup>o</sup> — Samaou, né vers 1911 à Sarakaoua (subdivision de Lama-Kara), condamné par jugement n° 9 du 27 janvier 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lama-Kara à 2 ans de prison pour vol de bétail;

9<sup>o</sup> — Hayamenou, né vers 1892 à Wogan (cercle d'Anécho), condamné par jugement n° 16 du 21 juin 1930 du tribunal criminel du cercle d'Anécho à 15 ans de travaux forcés pour coups et blessures ayant entraîné la mort;

10<sup>o</sup> — Amidou, né vers 1903 à Tchéréga (Djoudjou Dahomey), condamné par jugement n° 11 du 10 février 1939 du tribunal du 1<sup>er</sup> degré de Lama-Kara à 2 ans de prison pour tentative de vol de bœufs;

ART. 2. — Sont astreints à la résidence obligatoire les ci-après nommés :

#### A — DANS LE CERCLE D'ANÉCHO :

Gognon, pendant dix ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941;

Atipou, pendant dix ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941;

Djama, pendant dix ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941;

Klouvi, pendant dix ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941;

Hayamenou, jusqu'au 14 juin 1945.

#### B — DANS LE CERCLE DE SOKODÉ :

Zendjina, jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1942;

Yenako, jusqu'au 18 décembre 1944.

#### C — DANS LA SUBDIVISION AUTONOME DE MANGO :

Dehoundre, jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1941;

Yobe, pendant cinq ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

ART. 3. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit aux ci-après nommés :

Alabé, pendant dix ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941;

Lido, pendant cinq ans pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1941.

#### Rôles

Par arrêté n° 522 du :

16 décembre 1940. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles de l'exercice 1940 dont le détail suit, s'élevant à la somme de : Soixante-un mille six cent un francs.

NOS DES RÔLES	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
230	Lomé C. M.	Impôt personnel sur indigènes catég. ord. . . . .	7.680,—	
		Centimes additionnels. . . . .	384,—	8.064,—
231	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .		1.280,—
232	—	Patentes . . . . .	11.720,—	
		Centimes additionnels. . . . .	586,—	12.306,—
233	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	4.620,—	
		Centimes additionnels. . . . .	231,—	4.851,—
234	Lomé-Suhd.	Impôt personnel sur les indigènes catég. sup. . . . .	790,—	
		Rachat des prestations indigènes . . . . .	230,—	1.020,—
235	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .		1.412,50
236	—	Patentes . . . . .		5.835,—
237	—	Taxe sur les armes non perfectionnées . . . . .		2.096,—
238	—	Taxe sur les véhicules . . . . .		1.470,—
239	Atakpamé	Impôt personnel et taxe additionnelle. . . . .		807,50
240	Sokodé (Lama-Kara)	Licences . . . . .		400,—
241	Sokodé (B)	Impôt sur la population flottante . . . . .		750,—
242	—	Patentes . . . . .		565,—
243	—	Taxe sur armes de traite . . . . .		6.440,—
244	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .		15,—
245	Palimé	Impôt personnel indigène catégorie sup. . . . .	2.620,—	
		Rachat des prestations indigènes . . . . .	535,—	3.155,—
246	—	Impôt personnel indigène catégorie ordinaire . . . . .		3.024,—
247	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .		138,—
248	—	Impôt sur la population flottante . . . . .		200,—
249	—	Patentes . . . . .		4.805,—
250	—	Licences . . . . .		475,—
251	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .		300,—
252	—	Taxe sur les armes de traite . . . . .		2.192,—
		<b>TOTAL</b> . . . . .		<b>61.601,—</b>

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 16 décembre 1940.

#### Surveillance des prix

(Séance du 12 décembre 1940).

#### Maison U. A. C.

##### Bière Kirin :

La caisse . . . . . 294,—  
La bouteille . . . . . 7,—

##### Ovomaltine :

La boîte de 500 grammes . . . . . 29,35  
La boîte de 250 grammes . . . . . 15,70

#### Maison S. G. G. G.

##### Rhum Négrita :

La bouteille de 1 litre . . . . . 48,—  
La bouteille de 1/2 litre . . . . . 26,25

##### Rhum Charleston :

La bouteille de 1 litre . . . . . 46,—

##### Rhum Mangoustan :

Carte grise — la bouteille de 1 litre . . . . . 45,25  
Carte blanche — la bouteille de 1 litre . . . . . 47,75

#### Bière Vezelise :

La caisse . . . . . 324,—  
La bouteille . . . . . 7,—

#### Maison S. C. O. A.

##### Sardines Argonaute 22<sup>m</sup>/m :

La caisse de 100 boîtes . . . . . 350,—  
La boîte . . . . . 4,—

##### Cigarettes nationales : (paquets de 20 grammes)

La caisse de 40 cartouches . . . . . 1.900,—  
La cartouche de 25 paquets . . . . . 50,—  
Le paquet de 20 grammes . . . . . 2,25

##### Cigarettes nationales : (paquets de 20 grammes).

La caisse de 60 cartouches . . . . . 2.950,—  
La cartouche de 25 paquets . . . . . 52,—  
Le paquet de 20 grammes . . . . . 2,25

##### Cornet beef vivanda :

La boîte de 453 grammes . . . . . 12,50

##### Vinaigre de vin 6° :

La bouteille de 1 litre . . . . . 12,—

##### Papier verré : Verrex.

Les 100 feuilles . . . . . 40,—  
La feuille . . . . . 0,50

Séance du 20 décembre 1940

**Maison Cie F. A. O.***Lait Gloria — évaporé non sucré :*

Prix de gros — la caisse . . . . .	222,40
Prix de détail — la boîte . . . . .	2,50

<i>Cartouches de chasse — Marque Gallia — Cal. 12 :</i>	
Prix de détail — la boîte . . . . .	73,10

*Drill blanc léger — Marque Boy et Flûte (Japon) :*

Prix de gros — la pièce de 30 yards . . . . .	172,80
Prix de détail — le yard . . . . .	6,35

*Drill Kakhi supérieur — Marque Balafon (Angleterre) :*

Prix de gros — le yard . . . . .	10,50
Prix de détail — le yard . . . . .	11,55

*Farine américaine — A — sac de 43 kgs. 100 :*

Prix de gros — le sac . . . . .	260,50
Prix de détail — le kilogramme . . . . .	6,65

*B — sac de 11 kgs. 100 (5 balles de 4 sacs) :*

Prix de gros — la balle de 4 sacs . . . . .	278,75
Prix de détail — le sac . . . . .	76,66

*Sucre Italien — cristallisé en tablettes :*

Prix de gros — la caisse de 25 kgs. . . . .	224,55
Prix de détail — le kilogramme . . . . .	9,90

*Sucre St. Louis :*

Prix de gros — la caisse de 50 kgs. . . . .	387,75
Prix de détail — le demi-kilogramme . . . . .	4,25

*Sucre Italien « F. A. O. Etoile » :*

Prix de gros — la caisse de 50 kgs. . . . .	514,55
Prix de détail — la boîte de 453 grs. . . . .	5,05

*Lentilles larges du Maroc :*

Prix de gros — le kilogramme . . . . .	14,10
Prix de détail — le kilogramme . . . . .	15,50

*Fil à filet 6016 :*

Prix de gros — le paquet de 20 écheveaux . . . . .	90,55
Prix de détail — l'écheveau . . . . .	5,—

*Tôles ondulées japonaises :*

Prix de gros — le kilogramme . . . . .	12,11
Prix de détail — le kilogramme . . . . .	13,30

**Maison U. A. C.***Ciment Artificiel « Flambeau » en sacs de 50 kgs. :*

Prix de gros par 10 tonnes : le sac . . . . .	48,85
Prix de 1/2 gros par tonne : le sac . . . . .	53,75
Prix de détail — le sac . . . . .	56,20

**Prix de revente**

sur les marchés du Territoire

<i>Allumettes</i>	la grosse boîte . . . . .	3,25
	la boîte moyenne . . . . .	0,75
	la boîte petite . . . . .	0,50

*Sucre — le dixième de kilogramme . . . . .* 1,—*Cigarettes Algériennes — le paquet . . . . .* 3,—**PARTIE NON OFFICIELLE****AVIS ET COMMUNICATIONS**

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

**VENTE****sur SAISIE-IMMOBILIÈRE**

Il sera procédé, le Vendredi Quatorze Février neuf cent quarante et un, à huit heures du matin, l'audience des saisies-immobilières du Tribunal, Première Instance de LOME, séant en ladite ville Palais de Justice, à l'adjudication au plus offrant dernier enchérisseur d'un

**IMMEUBLE URBAIN**

sis à LOME, immatriculé au Livre Foncier du Cercle de LOME, sous le numéro Deux cent vingt neu Volume II, Folio 28, consistant en un terrain urbain, en forme de quadrilatère irrégulier, confrontant au Nord un terrain à Théophile TAMAKLOE, à l'Est la rue de la Marine prolongée, au Sud la rue de Somme prolongée, et à l'Ouest un terrain à ADJAVO Joseph.

Cet immeuble a été saisi à la requête de Mr. Félicio de SOUZA, Notable, propriétaire, demeurant et domicilié à LOME, assisté de Maître VIALI Avocat-défenseur à LOME, en l'étude de qui il fait élection de domicile;

Sur le sieur Daniel Otto HUEDOR, propriétaire demeurant et domicilié à LOME, en vertu :

1<sup>o</sup>) de la grosse dûment en forme exécutoire d'un acte notarié en date du 21 Avril 1938, portant reconnaissance de dette d'une somme de Douze mille cinq cents francs avec affectation hypothécaire;

2<sup>o</sup>) d'un certificat d'inscription d'une hypothèque de Douze mille cinq cents francs, grévante l'immeuble objet du Titre Foncier numéro Deux cent vingt neu du Livre Foncier du Cercle de LOME, ledit certificat d'inscription en date à LOME du 3 Mai 1938;

3<sup>o</sup>) d'un pouvoir spécial sous seing privé en date du 11 Décembre 1940, enregistré à LOME, le 11 Décembre 1940, Fo 57, No 596;

4<sup>o</sup>) d'un commandement valant saisie-immobilière du ministère de Mr. GINET Henri, Commissaire de Police à LOME, en date du 14 Décembre 1940, visé le même jour par Monsieur L'Administrateur-Maire de la Commune-Mixte de LOME et le 16 Décembre 1940 par Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière, pour transcription, ledit commandement enregistré le 16 Décembre 1940, Folio 9, No 2.

L'Adjudication aura lieu sur la mise à prix de DIX MILLE FRANCS (Frs. 10.000,00), fixée par le créancier poursuivant.

Fait et rédigé par l'avocat-défenseur soussigné

R. VIALE.

Pour tous renseignements, s'adresser à M<sup>e</sup> Raymond VIALI avocat-défenseur à LOME et au Greffe du Tribunal de Première Instance de LOME, où le Cahier des charges a été déposé.